LE POUVOIR VEUT-IL ETRANGLER ROUGE ?

L'administration des finances refuse toujours de nous rembourser les 350 000 F de TVA.

C'est une fois de plus la liberté de la presse qui est en cause.

Le « Quotidien de Paris » vient de succomber. Si la formule « pachet infâme du pouvoir » a pas encore suffi de se mesurer, le « Matin » et l'« Humanité » sont en difficulté et le « Soir » est à vendre. La presse d'information et de pénétration est en danger. « Rouge » a connu depuis longtemps des grèves difficiles. Il a donc décidé de demander la mise en demeure des fisc de lui verser des indemnités pour continuer à publier.

Or, depuis que la presse en souffre, la TVA « Rouge » a accumulé une avance à l'Etat de 400 000 F. Cette somme devrait nous être remboursée, elle ne l'est toujours pas et nous sommes devenus publics.

Le bureau de la rédaction des finances met tous les obstacles à ce qu'elle puisse recevoir une avance. Nous avons multiplié les démarches sans réponse et il ne reste plus qu'à faire appel à l'opinion démocratique.

La justice est la manière de l'opinion et si elle s'oppose à ce que les lanceurs de grève en soient privés, elle peut intervenir pour ne pas payer ce qu'elle doit. Nous avons précédé nos démarches dans ce sens.

Le respect de l'opinion pour un pays en pleine démocratie est une preuve de la liberté de la presse. Notre survie est en jeu.

Nous exigeons le remboursement immédiat et intégral de la dette de l'état auprès de la presse d'information et de la presse d'information ainsi que le respect des engagements faits par l'administration.

Moulinex : Reprise du travail dans plusieurs usines

Hanoi : Accord entre la Chine d'occuper ces territoires

Reportage dans les zones libérées d'Erythrée.